

SG 6G : fusion ville-département de Paris - rapport CRC

Madame la maire, a raison de déclarer dans la presse vouloir engager Paris dans la voie d'une reconquête démocratique, mais il n'est pas sûr que nous en ayons la même définition.

Oui, Paris doit reconquérir ses prérogatives municipales. Regardez le mépris démocratique de ce gouvernement via les décrets d'application de la loi Macron. Ni la maire, ni le conseil de Paris et encore moins les habitant-e-s et les salarié-e-s n'ont leur mot à dire sur les 12 Zones de Tourisme International et les gares où les commerces pourront ouvrir tous les dimanches et tard dans la nuit. Ce mépris démocratique, qui s'ajoute au passage en force de la loi par le 49.3 est inadmissible. Mais madame la maire, dans cette bataille face au gouvernement, contribuez à impliquer, à mobiliser le peuple de Paris. Allez jusqu'au bout de l'opposition de gauche au gouvernement.

Il existe bien d'autres sujets pour lesquels la dépendance vis-à-vis de l'Etat n'a pas de sens, comme celui de la lutte contre la pollution. Oui, Paris doit avoir enfin les coudées franches sur l'ensemble de la voirie parisienne. La lutte contre l'habitat insalubre pourrait être menée de façon bien plus efficace si la ville était en mesure d'instaurer les arrêtés d'évacuation. Évidemment, la droite parisienne profite de ce débat pour revendiquer l'instauration d'une police municipale. Sur ce sujet, il faut rester intransigeant. L'attachement à la police républicaine nationale est essentiel pour le respect du droit à la sûreté et à la sécurité de tous les citoyen-ne-s.

Sur la réorganisation des arrondissements, notamment ceux du centre de Paris, il est de bon sens d'opérer des regroupements. La future carte devra néanmoins se faire de manière concertée avec les habitant-e-s. La maire de Paris va-t-elle en profiter pour accroître les pouvoirs et les moyens en termes d'administration décentralisée pour les arrondissements ? Concernant les associations de quartier, les équipements de proximité, l'aménagement des espaces verts, c'est pertinent. Par contre, la mairie centrale doit pouvoir garder toutes ses compétences en matière de logement social face à la droite de cette hémicycle qui ne cesse de s'opposer aux préemptions et constructions de logements sociaux sur leur arrondissement. Si cette compétence parisienne venait à basculer sur la métropole, ce serait une catastrophe.

Autant je suis farouchement opposée à la suppression des départements, autant la fusion entre le département de Paris et la commune de Paris est pertinente. La même assemblée du Conseil de Paris délibère, les mêmes territoires sont concernés, les deux entités distinctes appartiennent au passé. Cependant, les premières réorganisations de l'administration parisienne ont déjà eu pour impact une dégradation très forte des conditions de travail des fonctionnaires du fait des opérations de réduction des effectifs. La motivation centrale de cette fusion est celle de la réduction des dépenses pour faire face aux baisses des dotations de l'Etat. Et l'inquiétude est des plus vives et légitimes quant aux futurs transferts si flous de certaines compétences vers la métropole.

Globalement, le vrai sujet est celui de la métropolisation à venir. La métropole aura-t-elle le monopole au mépris des solidarités et des coopérations entre les territoires? Les logiques libérales, au nom de la "compétitivité", de "l'attractivité" et de "l'innovation" aggraveront plus encore le désaménagement du territoire francilien avec ses logiques spéculatives, de concentration et de spécialisation, réduisant les terres agricoles franciliennes, allongeant les distances domicile-travail, aggravant la pollution et renforçant les inégalités de territoires délaissés. Sur tout cela, le peuple n'est pas consulté, mais ce sera un des enjeux des élections régionales.

Face à la menace d'une métropole dirigée par la droite, la stratégie de l'exécutif semble être de vouloir renforcer et d'attraper tout ce qu'elle peut comme compétences pour Paris afin d'y faire contrepoids. Face à une réforme territoriale antidémocratique, on risque bien d'assister à une lutte entre barons là où la bataille pour la reconquête de la souveraineté du peuple serait si nécessaire. mais elle nécessiterait d'avoir une vision au delà du périph' et d'assumer l'opposition frontale à la politique du gouvernement qui en matière de Grand Paris comme dans les autres domaines, poursuit celle de N. Sarkozy.